

Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : VM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la Communauté de Communes Bugey Sud
de respecter les prescriptions applicables à l'exploitation de son établissement situé
à Belley (ZA de l'Ousson – Lieudit "Le commun")**

**La préfète de l'Ain
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.512-7, L.512-8 et L.514-5 ;
- VU le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2008 modifié autorisant la Communauté de communes Bugey Sud à exploiter une installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux, et une déchetterie sur le territoire de la commune de BELLEY – ZA de l'Ousson – Lieudit "Le commun" ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en date du 24 juin 2022 rédigé à l'issue de la visite d'inspection réalisée le 19 mai 2022 sur le site ;
- VU le courrier de l'inspection de l'environnement du 24 juin 2022 transmettant à la Communauté de communes Bugey Sud, copies de son rapport rédigé suite à la visite d'inspection du 19 mai 2022 ainsi que du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;
- VU l'absence de réponse de la Communauté de communes Bugey Sud suite à la transmission du rapport susvisé et de ses annexes ;
- CONSIDÉRANT que, contrairement aux dispositions de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2008 modifié susvisé, l'établissement n'a pas réalisé la surveillance de la qualité des eaux pluviales rejetées ;
- CONSIDÉRANT que, contrairement aux dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2008 modifié susvisé, l'établissement n'a pas mis en place les rétentions nécessaires sous tous les produits le nécessitant ;
- CONSIDÉRANT que, contrairement aux dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2008 modifié susvisé, l'établissement n'a pas réalisé les mesures de débit qui permettent de justifier de la disponibilité effective des débits d'eau imposés au poteau incendie ;
- CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation des installations constatées sont susceptibles de porter atteintes aux intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement notamment en matière de risques chroniques et risques technologiques ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la Communauté de communes Bugey Sud de satisfaire aux prescriptions applicables, en vertu du Code de l'environnement, aux installations qu'elle exploite ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- A R R Ê T E -

Article 1 : Mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires applicables aux installations

La Communauté de communes Bugey Sud, dont le siège social est situé au 46 rue Lieutenant André Argenton – 01300 BELLEY, est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement sis ZA de l'Ousson, Lieudit "le commun" à BELLEY, de respecter

- dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- **les prescriptions de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2008 modifié susvisé, en :**

- mettant en place le suivi de la qualité des effluents liquides rejetées,
- transmettant à l'inspection des installations classées les résultats d'analyses de la campagne d'autosurveillance des eaux résiduaires.

- dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les prescriptions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2008 modifié susvisé en transmettant à l'inspection des installations classées les justificatifs démontrant que des rétentions ont été installées pour couvrir la zone de stockage des huiles.
- les prescriptions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2008 modifié susvisé, en transmettant à l'inspection des installations classées les résultats des mesures de débit sur les poteaux incendie (en fonctionnement simultané sous une pression d'un bar dynamique).

Article 2 : Frais

Les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, et conformément aux dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement, s'il n'a pas été déféré à la mise en demeure de respecter les prescriptions techniques à l'expiration du délai imparti, la Préfète de l'Ain pourra arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Recours

Cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon, seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut également être déposée sur le site www.telerecours.fr

En application de l'article L.171-11 du code de l'Environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Article 5 : Publicité

Le présent arrêté sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de BELLEY pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à la disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Madame la présidente de la Communauté de communes Bugey Sud – 46 rue Lieutenant André Argenton
– 01300 BELLEY.

• et dont copie sera adressée :

- au sous-préfet de BELLEY,
- au maire de BELLEY,
- au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne - Rhône-Alpes.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 20 juillet 2022

La préfète
Pour la préfète et par délégation,
Le directeur des collectivités et de l'appui territorial,


Arnaud GUYADER